

Bolivie : Evo Morales face à lui-même

mercredi 23 décembre 2009, par [DO ALTO Hervé](#) (Date de rédaction antérieure : 22 décembre 2009).

On pensait à tort que le résultat obtenu en 2005 par Evo Morales lors des élections de 2005, avec 53,7%, constituerait un record à jamais gravé dans l'histoire de la démocratie bolivienne. Voilà que celui-là même que la majorité des médias occidentaux accusaient de conduire une « *politique populiste* » ayant pour effet de « *diviser le pays* », a récidivé avec plus de force encore, au terme des élections générales réalisées le 6 décembre dernier, en atteignant cette fois 63%. Loin d'avoir souffert de « l'usure du pouvoir » après quatre années de mandat, le chef d'État bolivien dispose désormais de la majorité au sein de la nouvelle Assemblée Législative Plurinationale, à la Chambre des Députés comme au Sénat – cette dernière jusqu'alors aux mains de la droite.

Surtout, l'hégémonie du Mouvement vers le Socialisme (MAS) paraît ne plus avoir de limites : s'il était encore de rigueur, il y a quelques semaines encore, de décrire la Bolivie comme un pays « *fracturé* », en permanence « *au bord de la guerre civile* » entre l'Occident andin et l'Orient amazonien, la percée réalisée par le parti de Morales dans des régions qui lui sont traditionnellement hostiles lui permet d'obtenir la majorité absolue dans les départements de Tarija et Chuquisaca, et d'atteindre des résultats allant au-delà des 40%, à Santa Cruz notamment.

La victoire du MAS et de Morales, de fait, ne surprend que par son ampleur, tant ce succès était pronostiqué par tous les analystes politiques. L'opposition elle-même était divisée entre l'ex-préfet de Cochabamba Manfred Reyes Villa, un ancien militaire autrefois lié au parti du dictateur Hugo Banzer, et Samuel Doria Medina, un riche entrepreneur qui assuma les fonctions de ministre de l'Économie à la fin des années 1980, alors que la Bolivie achevait sa conversion au néolibéralisme.

De campagne, il n'y en eut pas vraiment. À cela, une cause toute politique : le vide programmatique d'une droite aujourd'hui cantonnée dans la dénonciation d'un supposé « *totalitarisme du MAS* », tout en s'engageant à conserver la politique de redistribution des richesses entamée par le gouvernement Morales. Mais aussi une cause somme toute plus banale : une désorganisation chronique de formations politiques qui ressemblent de moins en moins à des partis et de plus en plus à des fédérations hétéroclites de mécontents, dont les militants semblent peu disposés à engager de fortes sommes dans une bataille vue comme perdue d'avance. Ce que confirmeront les chiffres, Reyes Villa obtenant finalement, avec 27%, un score un peu plus élevé que ce qu'indiquaient les sondages, et Doria Medina, avec 6%, voyant son groupe parlementaire réduit à néant.

Le résultat atteint par le MAS place désormais Morales face à une série de défis, résumée en une formule répétée à plusieurs reprises par le président bolivien : « Au cours de ces quatre dernières années, j'ai appris à gouverner. Maintenant, je veux faire fructifier cette expérience pour gouverner le pays pour les cinq années à venir ». Face à une majorité si écrasante, reste à s'interroger sur la direction que prendra le « *processus de changement* » bolivien qui, pour l'heure, paraît enserré dans un horizon strictement « modernisateur ». Le programme présenté par le MAS, qui mêle nationalisme et productivisme, en est une illustration pertinente : modernisation économique, avec le « *grand saut industriel* » illustré par l'exploitation du lithium, du gaz et du fer ; administrative avec une nouvelle gestion publique, et une décentralisation poussée via les autonomies départementales et indigènes ; et étatique, avec une reconstruction des services publics.

Pour autant, si la victoire de Morales est évidemment accueillie comme un triomphe populaire, il n'en demeure pas moins que l'ampleur de ce succès laisse pointer bon nombre de dangers (bureaucratisation, cooptation des mouvements sociaux, émergence d'une « droite endogène » bolivienne, etc.). Des risques qui, pour l'heure, n'entachent pas l'aura dont bénéficie le président bolivien, qui reste plus que jamais le dépositaire des espoirs des secteurs les plus humbles de la population.

De La Paz, Hervé Do Alto
